

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social)

«Je crois que nous forgerons ensemble un accord qui nous enrichira tous les deux, un accord sans perdant.»

Lorsque nous avons entamé ces négociations, il y a un an et demi, nous nous sommes fixés trois objectifs principaux. Les Canadiens ne peuvent que juger ces objectifs valables s'ils font fi des considérations d'ordre politique ou des intérêts régionaux.

Premièrement, nous voulions nous assurer l'accès au marché américain en faisant adopter de nouveaux règlements et de nouvelles modalités limitant l'incidence de la législation qui protège les entreprises commerciales. Tous les députés peuvent bien maudire le sentiment protectionniste qui s'est répandu aux États-Unis. Nous connaissons les problèmes. Toutefois, après s'être élevé contre ce sentiment, il nous appartient de venir à la table de négociation, d'essayer d'oublier cela et de parvenir à un accord entre les deux nations qui ont le plus important commerce au monde.

Nous voulions une définition plus claire des pratiques qui faussent le commerce de façon à réduire le risque de droits compensateurs. Nous voulions également améliorer notre accès au marché américain grâce à notre participation aux marchés de l'État fédéral et des États et à une libération générale du commerce. Nous voulions que cette libéralisation se fasse de façon ordonnée, par l'élimination des droits de douane, des contin-

gements et des autres barrières sur une période de temps.

Ceux qui examinent ces propositions ne peuvent que les trouver opportunes et dans l'intérêt du Canada et des relations commerciales qui existent entre nos deux pays.

Nous voulions asseoir notre accès au marché américain et disposer d'un mécanisme de règlement des différends qui soit juste, rapide et concluant. Nous savons qu'il le faut. En fait, durant le débat d'aujourd'hui de nombreux députés l'ont dit.

Nous voulions aussi des dispositions qui préserveraient l'indépendance d'action du Canada dans la poursuite de réalisations nationales. Le ministre des Communications (M^{lle} MacDonald) en a parlé ce soir.

Nous voulions un accord durable qui scellerait nos obligations mutuelles et tiendrait compte des différences entre nos deux systèmes de gouvernement. Car ils sont différents, tout comme nos sociétés sont différentes. Cela dit, en peuples indépendants et en dépit de nos différences, nous nous sommes rapprochés au cours des années pour des raisons géographiques bien sûr, mais aussi du fait de notre amour mutuel de la démocratie.